

# Le Travailleur du Lot-&-Garonne



## Ne plus subir, être à l'initiative!

### Sommaire

#### en bref p 2 et 3

Prolongation du dispositif Pinel - Moratoire des baisses de dotations - À noter - Le trésor public refuse les espèces - RESF 47 - J'ai adhéré au PCF - Une centrale gênante - Bonotto: QPC rejetée - EREA

#### à mon avis p 3

#### actu p 4 à 6

Ligne SNCF en danger! - Le ministre a reçu le MODEF - L'eau: un besoin, un droit! N°2 - Un comité de vigilance - Loi « travail »

#### à propos de p 6

#### locales p 7

Albret - Villereal - Marmandais - Casteljaloux

#### culture p 8

Le jardin d'Élie - un livre

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 97<sup>e</sup> année - 1,20 €



## l'eau un besoin un droit (n°2)



## retrait de la loi El Khomri

## Hôpital de Nérac comité de vigilance



## Ligne Agen Périgueux en danger!



décennie que ces dispositifs existent, aucun élément tangible ne permet d'affirmer qu'ils favorisent la relance de la construction.

La CNL rappelle par ailleurs que pendant que l'État dépense 1,8 milliard d'euros en cadeaux fiscaux variés pour les propriétaires bailleurs privés, les subventions pour la construction de logements publics atteignent à peine 170 millions d'euros. Deux poids, deux mesures.

La CNL dénonce une politique au service des plus privilégiés que paient les demandeurs de logement, les locataires du parc social et toutes les familles qui souffrent de la crise du logement. ■

## Moratoire des baisses de dotations

L'ADEC 47, coprésidée par Jean-Jacques Mirande et Patrice Dufau, vient de recevoir les premiers vœux adoptés par les conseils municipaux tels que Samazan, Saint-Jean-de-Duras, Aiguillon, Cahuzac, (Marmande dans une moindre mesure puisque le vœu a été amputé de la deuxième partie). D'autres conseils doivent le faire adopter jusqu'en mai, avant de les déposer

publiquement en préfecture et auprès des parlementaires. À suivre. ■

## À noter

Irène Frachon, à Couthures, est la lanceuse d'alerte sur le dossier du Médiateur. Pour le festival international de journalisme des 29, 30 et 31 juillet prochains, elle plongera dans les arcanes d'un laboratoire qu'elle connaît bien : Servier. ■

## Le trésor public refuse les 1 centime

Michaël Artamanoff, jeune agriculteur à Gaujac, en difficulté fiscale, a fait faillite. À découvert, interdit de chéquier, il vit de petits boulots... il a essayé, en vain, de payer ses dettes en nature, avec des chèvres, puis avec des centimes d'euros 23000 pièces d'un centime 239,40 €... sans succès. ■

## RESF 47

Bonne nouvelle: la famille K, hébergée à Villeneuve-sur-Lot qui attendait depuis plus de cinq ans une régularisation, vient de recevoir un courrier positif. Serait-ce le rendez-vous en préfecture arraché dernièrement qui a fini par

## Pourquoi ai-je rejoint le Parti communiste français, aujourd'hui ?

J'ai grandi dans une famille de musiciens immigrés d'Italie. Très tôt, mon père m'a transmis sa passion de la musique avec la vive volonté de m'ouvrir à un art riche et complet. Dès l'âge de cinq ans, avec beaucoup d'assiduité, d'enthousiasme et d'énergie, il m'a donné, durant de longues années, les bases nécessaires pour réussir dans les métiers de la musique et, ainsi, avoir la possibilité de tutoyer l'excellence indispensable à ce métier et... je suis devenue musicienne.

Mon père était cheminot, militant CGT et communiste. Durant toute ma jeunesse, je l'ai accompagné sur le marché de Tonneins lorsqu'il vendait l'Huma dimanche, j'ai participé aux fêtes de Feugarolles et j'ai été imprégnée de ses nombreuses et riches discussions avec les camarades.

Modestement, je pensais contribuer avec la musique à l'action pour un monde meilleur tout en votant communiste. Je me rends compte aujourd'hui que ça ne suffit plus, la société se dégrade, les inégalités se creusent, le monde du travail est malmené pendant qu'une minorité s'enrichit... La politique actuelle de régression du gouvernement se traduit par des réductions de subventions à la culture; cette année par exemple, c'est une suppression d'1 million d'€ de subventions de la mairie pour l'opéra de Bordeaux.

Le décès de mon papa m'a fait réfléchir en profondeur. Je ne puis laisser son engagement sans suite. Le meilleur hommage que je puisse lui rendre est celui de rejoindre le PCF et d'apporter, ainsi à ce mouvement progressiste, ma modeste contribution.

Je sais que ce parti porte des valeurs de solidarité, de justice, de partage, d'humanisme et de paix dont notre société a besoin.

**Martine Marcuz**

NB: « Porter les valeurs de gauche » est pour moi un savoir être et une culture. Aussi, j'aimerais proposer aux lecteurs un lien pour démystifier les idées reçues en matière de musique classique.

<http://www.francemusique.fr/actu-musicale/tout-ce-que-vous-avez-toujours-voulu-savoir-sur-le-classique-en-10-questions-127787> ■

décider la préfète? En tout cas, la maman et les quatre fillettes scolarisées en maternelle, CE2, CM1 et 6<sup>e</sup> étaient ravies.

Hélas, RESF signale qu'il exis-

tent d'autres demandes de régularisation de familles plus anciennes, sur Marmande, Nérac et Agen... quatre demandes de regroupement familial ont été rejetées...

## EREA

Les établissements régionaux d'enseignement adapté, créés en 1954, reçoivent des élèves qui ne peuvent fréquenter utilement les classes ordinaires d'enseignement général et professionnel. Ils sont, en général, en très grande difficulté scolaire et sociale et/ou présentent des handicaps. L'enseignement est apporté par un personnel pluridisciplinaire spécialisé. Les jeunes sont accompagnés dans l'élaboration de leur projet d'insertion professionnelle et sociale. La prise en charge est globale et continue en internat éducatif par ces professeurs éducateurs spécialisés. Ces jeunes bénéficient d'une multitude de situations et d'activités adaptées à leur cas.

Or, la directrice générale des ressources humaines du ministère de l'Éducation nationale recommande de supprimer ces postes spécialisés et de les remplacer par des assistants d'éducation (AED), toujours précaires, non formés et mal payés, malgré les promesses de 2012! La stabilité de l'encadrement qui est un critère primordial pour ces jeunes malmenés par la vie, serait remise en cause et leur apporterait de l'insécurité. L'efficacité des EREA n'est plus à démontrer. Elle permet, entre autres, de prévenir la délinquance dont se plaignent les politiques qui privent l'éducation de moyens pour l'éradiquer.

Les ministères successifs ont supprimé massivement des moyens au service de la scolarisation des élèves les plus démunis (rappel : démolition des sections

d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> supprimées à Miramont, suppression de postes de réseaux d'aides...).

C'est une mesure d'austérité budgétaire. Le gouvernement ne cesse de rogner tous les budgets sociaux et éducatifs alors que l'argent coule à flots et qu'il suffit d'avoir la volonté politique de le prendre où il est: le grand patronat, les actionnaires, des hommes politiques le « planquent » dans les paradis fiscaux (60 à 80 milliards). Dans notre pays les dépenses militaires sont exorbitantes: 59 milliards par an (185 € par seconde).

Tous les EREA sont touchés par cette mesure indigne d'un pays riche comme le nôtre. Dans notre département, celui de Villeneuve/Lot est pénalisé dans le cadre de la carte scolaire: cinq postes d'enseignants éducateurs spécialisés vont être supprimés si la lutte n'est pas à la hauteur des enjeux et seront remplacés par un poste de conseiller principal d'éducation (CPE) et quatre postes d'AED. Nous communistes qui brandissons notre banderole « l'humain d'abord », sommes scandalisés et appelons tous les lecteurs du Travailleur à signer la pétition intersyndicale (FSU, CGT, FO, SGEN/CFDT) sur le net:

« Pétition pour la sauvegarde des postes d'enseignants éducateurs en EREA ».

Tous les manifestants du 9 avril, à Marmande, ont été sensibles et ont signé la pétition « papier ». ■

Marie Renée Gérard  
enseignante éducatrice spécialisée, retraitée

sans oublier l'indignation ressentie sur la politique européenne de traitement des réfugiés et sur le non-respect des conventions concernant le droit d'asile. ■

## Une centrale gênante

Xavier Bettel (Premier ministre luxembourgeois) estime que « le plus grand souhait » du grand-duché est que la France ferme la centrale nucléaire de Cattenom. Le chef du gouvernement s'est dit prêt pour cela à « s'engager financièrement ». Il devrait plutôt nous fournir le nom et les sommes que détournent une cinquantaine d'entreprises françaises (avec l'aide du gouvernement luxembourgeois) ! Il y a presque un an l'affaire luxleaks ne faisait pas les

gros titres de presse ; pourtant, il pèse autant que l'affaire Panama papers (60 à 75 milliards par an de perte pour l'État). Mais, comme toujours, ce ne sont pas les pauvres bénéficiaires du RSA qui nous coûtent cher... Assistés, va ! ■

## Bonotto : QPC rejetée

Le juge des expropriations a rejeté la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) déposé par M. Tête, avocat de J. Bonotto, arguant que la nullité de la déclaration d'utilité publique stoppait de fait la procédure. L'avocat n'a toujours pas reçu les motivations de la décision. Le jugement sur l'expropriation M. Bonotto doit être rendu le 26 avril prochain. ■

### Agenda congrès des communistes

**2 au 5 mai** - vote des communistes sur les textes

**congrès des sections** (dates annoncées)

**6 mai** - Coteaux de Guyenne

**7 mai** - Marmandais

**12 et 13 mai** - Agenais

**11 mai** - Meilhan

**12 mai** - Auvignon

**13 mai** - Villeneuvois

**13 mai** - Fumelois

**21 et 22 mai** - congrès du PCF lot-et-garonnais

**2 au 5 juin**  
congrès national

**Appel aux démocrates**

**élection régionale**

**souscription exceptionnelle 17000 €**

**La souscription se poursuit... Un état concret des sommes récoltées sera donné la semaine prochaine...**



**Le Travailleur de Lot-et-Garonne**

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France  
directrice de la publication : **Jacqueline Debord** - rédaction : **Michel Ceruti, Lysiane Chantre, Edmond Coëdelo, Roger Déjean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Vincent Santoro, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

**18, rue Jules Ferry 47 006 Agen**

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

**letravailleur@orange.fr**

CCP 1309 19X Bordeaux 2<sup>e</sup> trimestre 2016 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0620 C 86962

# Ne plus subir, être à l'initiative!

**Depuis plusieurs années, la seule activité qui semble être de mise, est la réponse aux attaques du pouvoir de droite comme à celui de Hollande-Valls. Se plier au « calendrier » de ceux qui cassent la société française et ses valeurs ne peut que conduire à des reculs sociaux considérables...**

**Le constat est, hélas, éloquent.**

**Le réveil et l'élan donné par les mouvements amorcés, déjà par l'inacceptable modification constitutionnelle quant à l'état d'urgence et la déchéance de nationalité et, surtout, avec la loi El Khomri, modifie la donne!**

**Le débat entamé pour exiger le retrait pur et simple de cette loi liberticide et asociale, les divers forums construits spontanément un peu partout pour débattre sur le fond de ce que doit être l'avenir... obligent toute réaction du pouvoir à mesurer ses faits et gestes.**

**C'est lui, maintenant, qui est obligé de venir sur le « calendrier » du peuple! Et n'en déplaît aux médias qui ne voient en Macron qu'un homme providentiel et en Valls le premier ministre « père courage » qui aménage des faveurs aux jeunes, quelque chose bouge dans la France profonde.**

**Évidemment, on est encore loin du moment où seront prises en compte toutes les volontés sociales, dans une autre vision économique... Mais, le parti communiste est là pour contribuer à ces changements profonds... Il en a la volonté et son offre politique pour élaborer un socle commun pour une gauche progressiste peut en être le moyen. Le débat reste ouvert! ■**

**Daniel Heinrich**

# Ligne SNCF en danger!

Voici le contenu de la lettre ouverte adressée au président de Région. Il appelle au soutien et à la mise en place d'actions conjointes cheminot usagers.

« La ligne Périgueux-Agen fait face à une véritable descente aux enfers depuis de très nombreuses années.

Après la suppression des trains directs Agen/Périgueux/Limoges/Paris et avec des changements de trains à Limoges, sont arrivées les correspondances à Périgueux c'est-à-dire l'utilisation de trois trains différents au lieu d'un seul pour le même trajet.

Puis, ce fut le temps de l'allongement des attentes aux gares de correspondances, celui des suppressions de trains pour tous les motifs possibles et imaginables (vent trop fort, feuilles d'arbres qui tombent en automne, froid, travaux sur les voies, manque de personnel...).

Voici venu l'époque de la limitation de la vitesse des trains en raison de l'état de la voie entretenue à minima depuis des décennies. Cela constitue, on peut le craindre, un dernier pas avant la fermeture de la ligne.

Devant ce constat alarmant, les **associations Codéliapp**

**et Périgord Rail Plus** ont alerté les élus locaux et ont, avec eux, adressé une lettre ouverte au président de Région pour qu'il prenne ce dossier en main et qu'il engage des actions rapides



pour remettre cet axe en état (lettre signée par 200 élus).

Le potentiel de la ligne Agen-Périgueux-Limoges est important tant pour les trajets quotidiens que pour les voyages plus lointains puisque des

liaisons sont possibles vers les grandes villes à ses deux extrémités. L'enjeu pour les territoires concernés est énorme en termes d'attractivité de nouvelles familles ou de tourisme. » ■

## Le ministre a reçu le MODEF

**Le MODEF a été reçu le 4 avril dernier par le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll.**

Le syndicat a ainsi échangé avec le ministre sur la crise agricole, les répercussions économiques pour les producteurs suite à la grippe aviaire, la loi de modernisation de l'économie, les aides PAC, les élections (chambre d'agriculture) et l'installation des jeunes. Le MODEF a demandé au ministre de revenir sur la loi dite de modernisation de l'économie impactant la baisse des prix agricoles à la production. Il revendique de nouveaux mécanismes législatifs, en encadrant les marges de la grande distribution par la **mi-**

**se en place du coefficient multiplicateur** et la **fixation d'un prix plancher** couvrant les coûts de production. Le MODEF réclame la participation du paysan dans les négociations commerciales entre distributeurs et industriels. Il continue à réclamer une **répartition plus juste des aides** en faveur de l'emploi paysan... Le ministre a annoncé que 15 % de la surprime des 52 premiers hectares seraient versés en 2017. Le MODEF a noté cette avancée, même s'il demandait d'appliquer la surprime des 52

premiers hectares à 100 % en 2016, comme l'avait promis le président de la République... Il est impératif de mettre en place une politique des structures qui favorise réellement l'installation par rapport aux agrandissements, une politique de partage du foncier avec le système de location-vente des terres aux jeunes et le maintien des prêts bonifiés à l'agriculture... ■

V. Santoro

La délégation du Modéf était composée de : Jean **Mouzat**, président, Raymond **Girardi**, Isabelle **Daugreilh**, Philippe **Grégoire**, vice-présidents et Cyril **Romero**, vice-président de la FNJEF.

## L'eau: un besoin, un droit! (n°2)

**Lors du conseil de l'agglomération d'Agen concernant la future gestion de l'eau et de l'assainissement Jean-Jacques Mirande est intervenu en particulier pour demander le report de la décision.**

« L'eau n'est pas un bien marchand. C'est un bien commun de l'humanité. L'eau ne peut pas et ne doit pas être un produit financier. Nous devons nous réapproprier la gestion de l'eau dans l'intérêt du bien commun ». Pour toutes ces raisons, il a

proposé: de « porter à la connaissance des concitoyens de l'ensemble de nos communes le choix de la gestion de l'eau pour les années futures: en différant notre décision pour laisser le temps de l'échange et de la réflexion dans nos communes, à

travers une information publique de nos concitoyens, et de solliciter un vote de tous les conseils municipaux de l'agglomération agenaise sur le choix du type de gestion. Nous avons largement le temps pour cette phase démocratique ».

Pourquoi cette proposition ?

● L'étude Cogite a été, dès le début, orientée vers la délégation de service publique (DSP).

Ceci est en partie dû au fait que les majors de l'eau ont été, à une époque, à l'origine de la création de bureaux d'études spécialisés dans ce domaine, avec du personnel du sérail, propulsé à faciliter des DSP de par leur culture d'entreprise. Après tout, pourquoi ne pas retenir l'option d'une DSP mais, après être allé au terme

**Il y avait affluence le 7 avril dernier, salle des écuycers à Nérac, à l'invitation de Jean-Claude Baurly, adjoint au maire de Nérac, avec à ses côtés, Patrice Dufau au nom de l'association des élus communistes de l'Albret.**

## Hôpital de Nérac Un comité de vigilance

Frédéric Rauch, économiste communiste, Michel Ceruti, secrétaire de l'ADECR et secrétaire départemental du PCF, conseiller régional des années 2000 et membre du conseil d'administration de l'hôpital de Nérac, personnels hospitaliers de l'hôpital et du privé, élus de Nérac, Patricia Jouan pour l'Union locale CGT, Francis Planté pour l'Union départementale CGT, J. Rapetti pour le MODEF, participaient à cette rencontre. Au terme des débats, afin de rassembler usagers et professionnels de santé, a été créé sous l'impulsion de

Jean-Claude Baurly et d'Édith Busquet de la direction des ressources humaines de l'hôpital, un **comité de vigilance pour la sauvegarde et le développement des services de l'hôpital public de proximité de Nérac** qui répond aux besoins des populations du territoire. Dénonçant la fusion avec Agen, ce comité demande :

- la création de deux postes de médecins pour assurer l'ensemble des services de l'hôpital, des services de médecine aux services des soins de suite et de réadaptation, en passant par le service des

urgences; cela ferait quatre médecins permanents pour renforcer la tenue des services (EHPAD, SSR et médecine), plus un supplémentaire avec une infirmière pour le renforcement de l'antenne SMUR;

- que l'annonce par la direction de l'hôpital d'une réouverture de la consultation gynécologique, soit réalisée **avec les moyens techniques nécessaires** à une prise en charge optimale sur site (matériels de consultation et autres);

- la  **pérennisation des consultations orthopédiques sur site**;

- la  **mise en place d'un plan de titularisation** des personnels contractuels de l'hôpital de Nérac, avec formations, afin de renforcer la qualité du service public rendu aux usagers;

- le  **maintien sur site du service de restauration** avec son personnel;

- la **redynamisation du service de radiologie**.

Il s'agit, par ces revendications citoyennes d'usagers et de professionnels de santé d'assurer à Nérac le développement d'un service public hospitalier de santé susceptible de répondre autant au maintien d'une offre de santé adaptée, aux besoins du bassin de vie néracais qu'au besoin de développement global du territoire. Ce comité est ouvert à toutes et tous, ceux et celles qui souhaitent se mobiliser rapidement pour éviter le démantèlement progressif de notre hôpital de proximité.

**Il ambitionne de rassembler l'ensemble des acteurs associatifs, syndicaux, politiques, institutionnels du monde de la santé ou simples citoyens usagers** pour agir dans ce sens. ■

## Loi « travail »

**Sept syndicats appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 28 avril. « Face à l'entêtement du gouvernement à maintenir son projet, la détermination reste intacte et soutenue massivement par l'opinion publique ».**

CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL appellent à une nouvelle journée de grève interprofessionnelle et de manifestations le 28 avril 2016. Grâce aux mobilisations, le gouvernement a reçu les organisations de jeunesse...

Dans le même temps, les organisations réaffirment fermement leurs revendications de retrait de ce projet de régression sociale et la nécessité d'obtenir de nouveaux droits. Ce projet est irrespectueux des droits, conditions de travail et de vie des générations actuelles et à venir. *suite page 6*

organisations réaffirment fermement leurs revendications de retrait de ce projet de régression sociale et la nécessité d'obtenir de nouveaux droits. Ce projet est irrespectueux des droits, conditions de travail et de vie des générations actuelles et à venir. *suite page 6*



Une partie de l'assistance...

des arguments, point par point, avec des études comparatives et crédibles, avec des exemples comparables et à condition que la solution régie publique soit traitée au même niveau de l'étude et des arguments que la DSP.

- Il est faux d'avancer l'argument ubuesque des impayés plus importants en régie qu'en DSP, argument totalement contredit par l'association France eau publique.

- L'étude Cogite, afin de justifier une DSP, propose aux

élus de ne pas assumer leurs responsabilités en confiant les risques sanitaires au privé.

J-Jacques Mirande a rappelé « que nous avons été élus et nous sommes élus pour assumer nos responsabilités, toutes nos responsabilités en particulier pour distribuer une eau saine et consommable, même en période de crise ».

Il a proposé de créer progressivement une régie publique départementale de l'eau en adhérant à Eau 47 afin de mutualiser : les compétences,

les moyens humains et techniques, à l'image des majors de l'eau tels que Véolia, Saur, Suez. Également, il a envisagé l'opportunité d'une étude complémentaire établie par un bureau d'études différent de Cogite.

J-Jacques Mirande a interpellé les élus pour : « qu'ils prennent leurs responsabilités, toutes leurs responsabilités afin d'obtenir au meilleur prix une eau accessible à tous ».

Lors du vote pour repousser la décision, 30 % des élus se sont

prononcés pour le report.

Lors du vote pour la gestion de l'eau et de l'assainissement par une DSP, seuls Anne Loubriat (EELV) et J-Jacques Mirande ont voté contre. ■



*suite de la page 5*  
La flexibilité et la précarité n'ont jamais été facteur de progrès et d'emploi. La mobilisation du samedi 9 avril, même en retrait par rapport aux dernières manifestations, 500 à Agen, 60 à Marmande, permet d'unifier toutes les catégories sociales et professionnelles, toutes celles et tous ceux qui luttent pour le retrait de ce projet de loi et exigent des



mesures de progrès social. Le gouvernement doit répondre ! Déterminées et conscientes de leurs responsabilités, les organisations syndicales appellent à une :

**nouvelle journée de grève  
interprofessionnelle  
et de manifestations  
jeudi 28 avril**

D'ici là, elles appellent à multiplier les initiatives pour faire entendre les revendications, préparer activement cette journée de grève et mobilisation par des rassemblements, interpellations de parlementaires, des manifestations et actions entreprises au niveau local. ■



# Forum-débat à gauche

**Faisant suite aux récents mouvements sociaux, dans lesquels les communistes prennent une part active, les militants Marmandais ont décidé de proposer une initiative publique en direction de tous.**

Pour construire une réponse à gauche, une réponse progressiste (attendu depuis 2012 en vain) pour l'immédiat et en présence de l'ensemble des personnes et formations politiques, syndicale, associatives, se reconnaissant dans les valeurs de progrès, de solidarité, de coopération, de gauche...

Face à la précarisation des services de santé et des services d'aide aux personnes âgées, il convient de définir ensemble ce que doit être une politique de gauche, adaptée à notre temps, répondant aux

besoins des populations du territoire, en termes de services publics de santé, de services publics de l'autonomie aux personnes âgées et de la loi travail qu'il nous faut:

**vendredi 22 avril  
à 20h00**

**salle Damouran**

Le docteur Bonneval, gériatre, et Isabelle Marchand, infirmière à domicile, ont annoncé leur participation ainsi que Christophe Mentuy, conseiller municipal de Sainte-Bazille, Michel Ceruti, conseiller municipal de Marmande. ■



Histoire de cogiter un peu...

## À propos de: (5/8) **Luttes et conquêtes sociales**

Dans l'article de la semaine dernière, j'ai évoqué les émeutes de 1635, à Agen, Port-Sainte-Marie et Bordeaux, contre le poids insupportable des impôts (gabelle, taille et impôt sur le vin). L'insurrection de Bordeaux durait depuis deux mois, alors le duc de Guyenne, redoutant la poursuite des mouvements populaires (cabarettiers, ouvriers, paysans, vigneron) demanda au vice-sénéchal d'Agenais de rejoindre Bordeaux avec 1 500 hommes de troupe. **Ils devaient s'y rendre en bateau, mais les bateliers refusèrent de les embarquer par solidarité avec les insurgés de la région bordelaise et parce que les Agenais, eux aussi, étaient très remontés contre les mêmes impôts.** Des incidents entre les chefs militaires et les bateliers allaient dégénérer en émeute sanglante. Saisie d'une fureur irrépressible, longtemps contenue, la foule (dont beaucoup de femmes) mit le feu à des maisons bourgeoises et des bâtiments publics et massacra des collecteurs de gabelle et des magistrats. Au bout de trois jours, l'intervention de la troupe mit fin à cette insurrection. Cinq « meneurs » furent pendus et de nombreux autres envoyés aux galères.

### Un Sud-Ouest très agité

Notre grand Sud-Ouest a connu de nombreuses révoltes aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Celles des Croquants sont restées dans la mémoire collective.

Certains d'entre nous se souviennent de la série télévisée « **Jacquou le croquant** », de Stelio Lorenzi, d'après le chef-d'œuvre d'Eugène Leroy, série, qui avait battu tous les records de téléspectateurs. Chaînes de télé en quête d'audience, j'ai une idée: rediffusez « Jacquou le croquant ! ». Les révoltes les plus connues sont celles des « **Piteaux** » (1542-1548), des « **tard-avisés** » (1594-1595), des « **Invisibles** » de Bernard Audijos (1663-1665), du « **Papier timbré** » et de la vaisselle en étain (1673-1675). Les « Piteaux », sous François 1<sup>er</sup> et Henri II, se soulèvent contre la gabelle (impôts sur le sel). Accablés par la misère et l'asservissement, les populations des pays de Saintes, Poitiers, Angoulême, Cognac, Libourne, Bordeaux, refusent de la payer. Les « Piteaux » s'en prennent aux gabeleurs (collecteur d'impôts) et aux représentants du pouvoir royal qu'ils accusent de s'enrichir à leurs dépens. Des Agenais se joignent à ce mouvement. Le roi avait le monopole du commerce du sel. Or, la gabelle était montée jusqu'à 3/8<sup>e</sup> du prix du sel. En même temps, la quantité de sel par foyer venait d'être diminuée, alors que les paysans en avaient un besoin absolu. Cette situation a eu des conséquences dramatiques. (à suivre) ■

Edmond **Coëdelo**

## Casteljaloux\*

### Face au pessimisme, recréer l'espoir

Les médias nationaux mais aussi régionaux cultivent une idée : face au capitalisme financier qui détruit tout sur son passage et face au triptyque Hollande/Valls, Juppé/Sarkozy et Le Pen, rien à faire « les carottes sont cuites ». C'est comme ça ! Le peuple tout entier est soumis tous les jours à ce pilonnage médiatique. N'est-ce pas cela qui fait que près de la moitié des électeurs et électrices de la gauche restent à la maison au lieu d'aller voter ? Le désespoir s'est emparé des gens de gauche.

Sauf que, face à la politique la plus à droite qui soit, du pouvoir socialiste, qui n'a plus rien de socialiste, un espoir est en train de se lever. Dans un mouvement neuf de contestation et de recherche... de plus en plus de gens cherchent une issue. Et si, dans ce mouvement populaire, l'idée que des forces populaires pouvaient bousculer la donne politique des présidentielles et des législatives prenait de l'essor et imposait un vrai débat, on pourrait peut-être sortir de la désolation prégnante. Encore faut-il que cette lueur d'une autre perspective de changement porté par un front vraiment populaire, vienne rencontrer ce mouvement naissant. Et qui donc peut cultiver partout où les gens résistent, cette idée simple mais ô combien juste et judicieuse selon laquelle, face au 1 % représentant le capitalisme financier nous – le peuple – sommes les 99 % ! Objectivement, c'est la stricte vérité. À nous de la rendre dominante et elle deviendra un moteur populaire irrésistible. Se contenter d'une candidature de témoignage, c'est accepter par avance des résultats bien en dessous de ce que la situation et les enjeux devant nous exigent. ■

JCF

## Albret

### Adishatz

extrait de l'hommage de Jacques Rapetti au nom du PCF

Avec la disparition de Pierrot Dubos, c'est une belle figure de Lisse qui nous a quittés. Né à Réaup dans une famille de résiniers... Pierrot fut confronté très jeune au dur métier de la forêt... C'était un amoureux de la nature, de la flore, de la faune..., des champignons. Une

autre de ses grandes passions : la chasse et bien sûr la chasse à la palombe. Il fut d'ailleurs un pisteur et un piègeur remarquable. Il fut également un garde-chasse communal très apprécié...

Pierrot était aussi un homme intègre, honnête, d'une grande gentillesse, toujours prêt à rendre service. Il était également un homme de conviction : membre du PCF auquel il restera fidèle toute sa vie. Il refusait les injustices, avait la guerre en horreur, et était un militant de la paix, de la justice et du progrès social. Discret, on pouvait compter sur lui, soit pour distribuer les tracts avec sa mobylette ou à pied, soit pour vendre des vignettes de Feugarolles, fête qu'il a rarement manquée tant que sa santé le lui permettait, tout comme la fête de la CGT à la Pinède, ou le loto pascal à Réaup, la poule au pot de Mézin du journal cantonal du PCF ou encore les grillades d'été des Amis de la Fête de l'Humà dont il fut l'un des membres fondateurs... À toute sa famille, nous adressons nos plus sincères et fraternelles condoléances. ■

## Marmandais

### Terres productives condamnées ?

Une association revoit le jour sur la commune de Gaujac, dans le Marmandais. Ses membres entendent s'opposer à l'implantation-extension de carrières, telles qu'actuellement exploitées à proximité par le groupe Lafarge Granulats France, sur des terres agricoles parmi les meilleures de la commune.

Sensibilisée par les dommages catastrophiques que risque ce vrai couloir vert, ici à Gaujac, resserré et typique de la plaine alluvionnaire de la Garonne et de la qualité de son patrimoine bâti, cette association se mobilise pour éviter les nuisances industrielles de tous ordres auxquelles conduirait le projet Lafarge. Il impacterait près du tiers de la totalité des surfaces labourables de la commune. Son exploitation durerait un quart de siècle.

Les membres de cette association, concernés par les problèmes environnementaux de nos campagnes et partisans d'une défense solidaire d'un avenir durable, veulent faire entendre leur voix pour éviter un saccage irréversible. Ce faisant, ils posent la question de la destination future de nos terres agricoles. Elles seraient sacrifiées sur l'autel de la « modernité » puisqu'il faut du granulat pour le développement économique de notre département. Cette question doit mettre en lumière l'importance accordée à l'agriculture dans notre département par les instances politiques.

Parce que l'extraction de granulat, en vallée, dans la nappe phréatique, condamne au néant pour toujours des terres productives. Il doit y avoir une prise de conscience générale de cette perte de patrimoine irréversible. ■

Jo-Bernard Poulmarc'h

## Villéréal

### Vente directe

Désireux de favoriser les circuits courts et situés à Villéréal, des producteurs et éleveurs lot-et-garonnais proposent des produits frais provenant directement des exploitations. La structure se veut une alternative aux grandes enseignes et répond directement aux exigences croissantes d'une consommation locale de qualité.

Les produits proposés proviennent de l'agriculture bio et de la conventionnelle. L'association réfléchit déjà à un partenariat avec les cantines des écoles du département. ■

## Casteljaloux\*

### Nos résistants libérateurs

André Courrèges avait vingt et un ans lorsqu'il s'est engagé dans la Résistance le 1<sup>er</sup> mars 1944, pour défendre la liberté, dans le bataillon Néracais. Duquel il sera muté au bataillon du Bazadais Vény, le 6 juin 1944, jusqu'au 20 août, après avoir participé à la libération de la ville de Bazas. Il faut dire qu'étant fils d'un paysan de St-Martin, résistant, depuis le début de la résistance dans le bataillon Vény qui campait dans un pré de la commune, il participait au ravitaillement... Ce groupe de 120 hommes qui, prévenu dix minutes avant l'arrivée de 1200 Allemands, avait pu lever le camp et se planquer dans les bois. Une mention spéciale pour le curé de l'époque qui joua un très important rôle de protection auprès des maquisards. Une autre mention spéciale pour leur ami, l'ancien instituteur devenu maire communiste du village durant trente ans. Précisons que Pierrette, son épouse, n'est pas en arrière-plan dans nos échanges. Ils ont tous deux l'esprit et l'œil vifs.

C'est grâce à ces résistants que le peuple se libéra de l'occupation allemande installée en France par le maréchal Pétain et ses sbires locaux. Rendez-vous est pris pour le 27 mai, journée nationale de la Résistance, au pied du monument aux morts de la commune. ■

JCF

*Ci dessous, André et Pierrette Courrèges (93 et 90 ans)... le dernier des résistants de St-Martin-de-Curton.*



Portraits

VINCENT FERRIER

Entretien avec

VALÈRE  
STARASELSKI



L'OURS BLANC

culture

Pour ceux qui ne le connaissent pas, ou mal, cet entretien révèle un écrivain des plus intéressants, porteur de plus de trente livres qui ressortent « d'une tension entre mon existence et celle des autres parce que le réel, c'est d'abord les autres », accordée à un ensemble de penchants bienveillants.

« Rejeton spirituel d'Aragon », « infatigable arpenteur de Paris », ce qui le rapproche d'Henri Calet, Valère Staraselski cite cette phrase de Stefan Zweig qui va dans le sens de son travail:

« l'enthousiasme d'abord, ensuite l'application laborieuse ».

On ne peut pas en dire autant de ces écrivains appliqués, capables de bien écrire, bien sûr, sans qu'on décèle chez eux un mouvement très rapide d'oscillation. Notre écrivain se situe à un autre niveau. Il suffit de lire « Une histoire française » pour s'en convaincre. Sa passion d'écrire supplée à toute autre considération dite littéraire. Il y a bien longtemps Jiddu Krishnamurti (1895-1986), dans un livre intitulé « La première et la dernière



**Agapanthe On la divise au printemps!**

L'agapanthe (Iris) est munie de rhizomes épais dont certaines parties affleurent au ras du sol, un peu comme l'iris. Pourtant, ce n'est pas en juillet mais bien au printemps (mars, avril) que l'on peut la diviser. Et si l'on doit la déménager parce qu'un manque de soleil empêche l'agapanthe de fleurir, on le fait maintenant, en la divisant. On creuse alors tout autour de la plante, à au moins un bon fer de bêche. L'objectif est de pouvoir soulever une motte la plus grosse possible. Ensuite, une fois sortie de la place, on va la trancher en plongeant verticalement le fer de bêche. Sans attendre, on peut replanter les deux parties en les ajustant à une profondeur identique à la profondeur d'origine. Vous aurez vérifié la qualité du drainage en ayant versé de l'eau dans le trou, avant la mise en place. Si l'eau s'écoule difficilement apportez une couche de gravier puis un mélange de terre végétale et de terreau, avant de planter la motte. Surtout, n'ajoutez pas d'engrais. Vous pouvez, éventuellement au fond, mettre un peu de compost maison. Finissez en arrosant copieusement. « Elle peut mettre deux ans à refleurir normalement. »

**À ne pas faire: laisser une pivoine à l'ombre.** Elle ne fleurira pas. Déplacez-la au plus vite en la divisant.

**Arroser une clématite.** Si elle a plus de deux ans, elle est autonome. Gare à l'excès d'eau.

**Tondre court la pelouse.** La première tonte est haute, la seconde, plus rase.

**À faire: utiliser des « mouillants »** pour que les traitements adhèrent mieux au bois.

**Remplacer un vieux prunier** par un arbre à pépin et un pommier par un arbre à noyau.

**Arroser les jeunes arbres** (1 à 3 ans) copieusement si le début du printemps est sec!

Nous verrons la semaine prochaine poirier, cerisier, prunier et autre pêcher. ■

liberté », préfacé par Aldous Huxley, recommandait de suivre son propre chemin, refusant toute forme d'autorité, parce que « la vérité est un pays sans chemins ». Cette liberté, on la retrouve également dans les réponses de Staraselski au « Questionnaire Marcel Proust » où Maïakovski voisine avec Jaccotet, « Tess d'Uberville » avec

Heathcliff, le héros du roman d'Emily Brontë, « Les hauts de Hurlevent ». Nous le savons, la liberté se paie: « servir plutôt que de faire carrière », déclare Staraselski. Cette paix gagnée permet de construire une œuvre qui ne doit rien à personne. ■

Alfred Eibel

Éditions de l'Ours Blanc  
131 pages - 12 €

**Abonnez vos parents, amis...**

prénom  nom

adresse

Tél.

courriel

*Je choisis:*

6 mois = 20 €

abonnement d'un an = 58 €

abonnement par prélèvement (joindre un RIB)

Bulletin à remettre à un correspondant du journal ou à adresser:

Le Travailleur de Lot-et-Garonne - 18, rue Jules Ferry BP 50222 - 47006 AGEN CEDEX

